

L'antiracisme et la justice raciale au sein de l'Église Unie du Canada : un aperçu jusqu'en 2020

Cette chronologie présente un aperçu de quelques-uns des principaux moments de la lutte contre le racisme menée au sein de l'Église Unie du Canada.

Que fait l'Église Unie pour lutter contre le racisme?

1943	Le premier synode national de l'Église Unie japonaise (<i>Kyogikai</i>) se tient à New Denver, en Colombie-Britannique. <i>Kyogikai</i> concentrera ensuite ses activités sur la promotion de la communion des croyants et des croyantes et sur la publication et la diffusion de documents adaptés sur le plan culturel aux paroisses japonaises de l'Église Unie.
1960 et 1964	L'Église Unie reconnaît que le racisme est un péché en réaction à l'expulsion de membres de la communauté noire et à la destruction du quartier Africville à Halifax, en Nouvelle-Écosse.
1970	L'Association of Chinese United Church Congregations [Association des paroisses chinoises de l'Église Unie] se réunit officiellement pour la première fois à Vancouver. Le groupe concentrera ensuite ses activités sur le partage des expériences et sur la création de prières et de ressources liturgiques propres à la culture chinoise.
1974	Le 26 ^e Conseil général élit au poste de modérateur le pasteur Wilbur K. Howard, qui exercera cette fonction jusqu'en 1977. Il est la première personne noire, et la seule à ce jour, à occuper ce poste.
1977	Le 27 ^e Conseil général décide de procéder à un examen des activités de l'Église Unie auprès des peuples autochtones.
1978	La première assemblée des paroisses coréennes canadiennes de l'Église Unie a lieu à Vancouver. La Korean Association of The United Church of Canada [Association coréenne de l'Église Unie du Canada] concentrera ensuite ses activités sur la transmission du patrimoine culturel coréen aux jeunes générations, la traduction de ressources éducatives chrétiennes de l'anglais au coréen et le soutien des ministères locaux au sein des paroisses coréennes de l'Église Unie du Canada.
1980	Les premières consultations nationales sur les ministères autochtones se tiennent en juin et en octobre. D'autres suivront tous les un à trois ans, la dernière ayant eu lieu en juillet 2005.
1982	L'Euro-Caribbean Group of United Churches [Groupe eurocaribéen des paroisses de l'Église Unie] est créé. En 1990, des paroisses taiwanaises se joindront au groupe, qui sera alors rebaptisé Coalition pour tenir compte de sa nouvelle diversité. L'objectif de la Coalition est de maintenir et d'enrichir l'héritage culturel de ses membres et de susciter un sentiment d'appartenance au sein des paroisses composées de personnes appartenant à des minorités

	ethniques qui, en raison de leur identité ethnoculturelle, se sentent isolées au sein de l'Église.
1984	Le Dr Jessie Saulteaux Resource Centre pour la formation au ministère autochtone est créé.
1985	Lors de la réunion de novembre de l'exécutif du Conseil général, Alberta Billy du Conseil des ministères autochtones demande à l'Église de présenter des excuses aux peuples autochtones pour son rôle dans la colonisation.
1986	Le 31 ^e Conseil général présente des excuses aux peuples autochtones pour le rôle de l'Église dans la colonisation.
1987	Le Francis Sandy Theological Centre pour la formation au ministère autochtone est créé. La Division de la Mission au Canada publie la ressource d'apprentissage et pour le culte <i>Moving Beyond Racism</i> [Au-delà du racisme].
1988	Le 32 ^e Conseil général élit au poste de modérateur le pasteur Sang Chul Lee, qui exercera cette fonction jusqu'en 1990. Canado-coréen, il est la première personne d'origine asiatique, et la seule à ce jour, à occuper ce poste. Le Synode autochtone est fondé et accepte, lors du 32 ^e Conseil général, les excuses de l'Église, exprimant l'espoir que les paroles se traduiront en actes.
1992	Le 34 ^e Conseil général élit au poste de modérateur le pasteur Stan McKay, qui exercera cette fonction jusqu'en 1994. Il est la première personne autochtone, et la seule à ce jour, à occuper ce poste. Le Conseil général reconnaît la nécessité d'initiatives de lutte contre le racisme et demande que des ressources documentaires antiracistes soient créées pour le culte et l'enseignement.
1993	Le premier synode <i>Sounding the Bamboo</i> [Au son du bambou] est organisé pour les femmes qui se déclarent noires, autochtones ou de couleur. Il porte sur les intersections entre le racisme et le sexisme et se tiendra de nouveau une fois toutes les quelques années jusqu'au milieu des années 2000. L'Église Unie du Canada présente un mémoire à la Commission royale sur les peuples autochtones.
1994	La United Church of Canada's Filipino Association [Association philippine de l'Église Unie du Canada] est créée. Jouant un rôle essentiel dans l'accueil des nouvelles familles philippines au Canada, elle aide les nouveaux arrivants à trouver une nouvelle paroisse, leur permet d'échanger sur des sujets de préoccupation mutuelle et offre du soutien et des encouragements aux Philippines et aux Philippines qui se sentent isolés au sein de l'Église. Le Fonds de guérison de l'Église Unie du Canada est créé.

1996	<p>Le Conseil des ministères ethniques est officiellement inauguré en juin 1996. Son travail consiste principalement à soutenir les paroisses ethnoculturelles et les diverses communautés de foi composées de personnes racialisées et appartenant à des groupes linguistiques minoritaires.</p>
1997	<p>Le premier synode des jeunes appartenant à des groupes raciaux et ethniques minoritaires se tient en même temps que l'assemblée inaugurale du Conseil des ministères ethniques. Des années plus tard, en 2009, se tiendra une consultation auprès des jeunes racialisés visant à recueillir les recommandations des jeunes noirs, autochtones et de couleur concernant l'Église.</p> <p>Vingt-sept anciens élèves du pensionnat autochtone d'Alberni intentent un procès contre l'Église Unie et le gouvernement du Canada (affaire <i>Blackwater c. Plint</i>) et déposent une demande d'indemnisation et de dommages-intérêts pour les abus commis par Arthur Plint, un superviseur de dortoir. Cette première poursuite sera suivie de milliers d'autres qui mèneront à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.</p> <p>La St. Andrew's United Church présente des excuses aux anciens élèves du pensionnat autochtone d'Alberni en mai.</p> <p>Le 36^e Conseil général présente une déclaration de repentir concernant les pensionnats autochtones en août.</p>
1998	<p>En octobre 1998, l'Église Unie présente ses excuses aux anciens élèves des pensionnats dirigés par celle-ci, à leurs familles et à leurs communautés.</p> <p>L'exécutif du Conseil général met sur pied le Comité directeur sur les pensionnats autochtones et crée un poste consacré à cette question.</p> <p>Le Conseil des ministères ethniques effectue une analyse des médias imprimés de l'Église Unie afin de déterminer les zones où des préjugés raciaux sont exprimés sur le plan des représentations tant graphiques que textuelles, et pour suggérer des solutions.</p>
2000	<p>Le 36^e Conseil général approuve la politique contre le racisme de l'Église Unie (<i>Que tous soient un</i>).</p> <p>Quatre-vingt-dix personnes de tout le pays participent à un rassemblement de soutien à la réconciliation et à la justice.</p>
2001	<p>La brochure <i>Ending Racial Harassment</i> [Mettre fin au harcèlement racial] est créée pour dynamiser la mise en application de la politique contre le racisme de l'Église Unie.</p> <p><i>Le repentir, la justice et la recherche de relations justes avec les peuples autochtones</i> sont désignés comme une orientation de mission dans le rapport <i>Futures Directions</i> [Orientations pour l'avenir].</p>

2002	<p>Le poste de responsable du dossier Justice raciale au Conseil général est créé pour aider l'Église à devenir une Église antiraciste et à emprunter une nouvelle voie vers la réconciliation avec les peuples autochtones.</p> <p>Le Réseau canadien œcuménique contre le racisme (RCECR) est créé par le Conseil canadien des Églises. De nombreux membres de l'Église Unie joueront un rôle de leadership au sein du RCECR au cours des années suivantes. Le RCECR produira ensuite plusieurs ressources œcuméniques contre le racisme destinées aux Églises, dont les suivantes : <i>Cracking Open White Identity Towards Transformation: White Identity, Power and Privilege</i> [Fissurer l'identité blanche vers une transformation : identité, pouvoir et privilège blancs], <i>Mamow Be-Mo-Tay-Tah – Let us Walk Together</i> [Mamow Be-Mo-Tay-Tah – Marchons ensemble] et <i>From Chains to Freedom: Journeying Towards Reconciliation</i> [Des chaînes à la liberté : en route vers la réconciliation].</p> <p>Un poste pour les ministères autochtones est créé.</p>
2003	L'exécutif du Conseil général adopte six principes pour orienter les travaux sur l'établissement de relations justes.
2004	L'Église Unie produit la ressource <i>Que tous soient un : une ressource pour éduquer à la justice raciale</i>
2005	L'Église Unie devient l'une des premières Églises à mettre la lettre N en majuscule lorsqu'elle fait référence aux Noirs, et intègre ce changement dans son guide de rédaction.
2006	<p>Le 39^e Conseil général approuve le rapport <i>Pour une vision transformatrice de l'Église</i> et s'engage à devenir une Église interculturelle.</p> <p>Le 39^e Conseil général rend obligatoire une formation sur la justice raciale pour tout le personnel ministériel.</p> <p>Le texte des excuses aux peuples autochtones présentées en 1986 est traduit en oji-cri, en cri des marais, en cri (dialecte en th [ð]), en oneida, en mohawk, en cri des plaines (dialecte en y) et en ojibwe. Il est également traduit en français, en japonais, en coréen, en chinois, en portugais et en espagnol.</p> <p>Le document <i>Ending Racial Harassment: Creating a Healthy Workplace</i> [Mettre fin au harcèlement racial : création d'un lieu de travail sain] est produit.</p>
2007	Le premier rassemblement du réseau de l'Église Unie The Journeys of Black Peoples [Le Parcours des peuples de race noire] a lieu. Ce groupe deviendra plus tard le Black Clergy Network [Réseau du clergé noir].

	<p>La Convention de règlement relative aux pensionnats indiens entre en vigueur. Celle-ci comprend l'engagement de tenir la Commission de vérité et réconciliation, qui sera lancée en août 2018.</p>
2008	<p>Le document <i>Ending Racial Harassment: Creating Healthy Congregations</i> [Mettre fin au harcèlement racial : création de paroisses saines] est produit.</p> <p>L'Église Unie du Canada tient son premier synode <i>Behold ! An Intercultural Conference</i> [Voici! Un synode interculturel], qui réunit divers participants du monde entier et porte sur la justice raciale, la diversité et l'équité. Il s'agit du premier de plusieurs rassemblements nationaux et régionaux.</p> <p>Afin de reconnaître et d'affirmer le travail des ministères autochtones, l'exécutif du Conseil général réuni à Québec crée le Cercle des ministères autochtones, une unité de travail distincte du Bureau du Conseil général. Il sera inauguré en 2009.</p> <p>Le modérateur participe aux côtés de leaders autochtones et religieux à une tournée de plusieurs villes portant sur les séquelles laissées par les pensionnats autochtones et le travail de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.</p> <p>Le 11 juin, l'Église Unie demande une attention publique sans précédent alors que le premier ministre Stephen Harper présente les excuses du Canada aux survivants des pensionnats autochtones et à leurs familles.</p> <p>Le réseau sur les relations justes est créé lors d'un rassemblement national à Pinawa, au Manitoba. Une partie de ses objectifs est d'aider les membres de l'Église Unie à participer à des initiatives de réconciliation telles que la Commission de vérité et réconciliation.</p>
2009	<p>Le Synode de la Colombie-Britannique présente ses excuses à la Vancouver Japanese United Church [Église Unie japonaise de Vancouver] pour le détournement de son bâtiment pendant l'internement des Japonais. Ces excuses sont acceptées lors du 40^e Conseil général à Kelowna, en Colombie-Britannique.</p> <p>L'Église amorce les travaux découlant du rapport <i>Vivre avec foi au sein de l'Empire</i>. Certains aspects de ces travaux portent sur le pouvoir racial.</p> <p>Le 40^e Conseil général approuve une motion visant à reconnaître la présence et la spiritualité des peuples autochtones comme un élément important des Principes de l'Union et demande que les peuples autochtones en deviennent signataires. Il ordonne également qu'un nouvel emblème de l'Église Unie soit</p>

	<p>créé afin de reconnaître la présence et la spiritualité des peuples autochtones au sein de l'Église Unie.</p>
2010	<p>Le Conseil général annonce que la Journée nationale des Autochtones, le 21 juin, est désormais un jour férié pour le personnel de l'Église. Cette journée, qui en anglais s'appelle d'abord <i>National Aboriginal Day</i>, est ensuite rebaptisée <i>National Indigenous Day</i>. (Elle est également connue au sein des paroisses sous le nom de Journée de prière en solidarité avec les peuples autochtones.)</p> <p>Le Dr Jessie Saulteaux Resource Centre et le Francis Sandy Theological Centre sont fusionnés.</p>
2011	<p>Début de la formation obligatoire sur la justice raciale pour tout le personnel ministériel.</p>
2012	<p>L'exécutif du Conseil général de l'Église Unie accepte à l'unanimité de désavouer la doctrine de la découverte, un concept historique qui a été utilisé pour rationaliser l'asservissement et la colonisation des peuples autochtones dans le monde entier.</p> <p>L'exécutif du Conseil général adopte le document <i>Vision for Becoming an Intercultural Church</i> [Vision pour devenir une Église interculturelle].</p> <p>Le 41^e Conseil général approuve les changements apportés à l'emblème de l'Église Unie, qui comprennent l'ajout des quatre couleurs traditionnelles et l'expression <i>Toutes et tous unis</i> en langue mohawk.</p> <p>Ray Jones, président du Conseil des ministères autochtones, et Mardi Tindal, modératrice de l'Église Unie du Canada, signent un pacte d'alliance reconnaissant la nécessité d'une relation permanente, condamnant les attitudes passées et affirmant l'engagement de travailler à l'établissement de relations justes.</p> <p>L'Église Unie du Canada, de concert avec de nombreuses autres confessions, collabore avec le Forum des Églises canadiennes afin de créer conjointement le programme de formation <i>Une meilleure compréhension du ministère interculturel</i>. Ce programme de formation œcuménique de cinq jours est axé sur l'antiracisme, et près de 100 membres de l'Église Unie y participeront au cours des années.</p>
2013	<p>Le séminaire <i>Beyond Diversity: Courageous Conversations on Race</i> [Au-delà de la diversité : conversations courageuses sur la race] se tient au Bureau du Conseil général et 55 participants et participantes de tout le pays y assistent.</p>

	<p>Le projet Wampum, issu d'un partenariat entre les ministères autochtones et le Five Oaks Education and Retreat Centre [Centre d'éducation et de retraite Five Oaks] de l'Église Unie, réunit des jeunes autochtones et non autochtones pour une expérience d'apprentissage commun des cultures et des histoires des uns et des autres.</p>
2014	<p>L'Église Unie du Canada présente une déclaration de réconciliation lors de l'événement national de la Commission de vérité et réconciliation à Edmonton.</p>
2015	<p>En réponse à la demande des commissaires de la Commission de vérité et réconciliation, l'Église Unie publie une déclaration reconnaissant les spiritualités autochtones et affirmant son respect envers celles-ci.</p> <p>L'Église Unie du Canada accepte le rapport final et les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.</p>
2016	<p>L'Église Unie, à la fois en tant que confession et en tant que membre de la communauté œcuménique, adopte les principes, les normes et les règles de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en tant que cadre de la réconciliation.</p> <p>Le groupe Caretakers of Our Indigenous Circle [les intendants et les intendantes de notre cercle autochtone], qui est composé de représentants et de représentantes de la constituante autochtone de l'Église, amorce un travail de conception d'un nouveau modèle pour la constituante autochtone au sein de l'Église Unie du Canada.</p>
2017	<p>L'exécutif du Conseil général crée le Groupe de travail sur les privilèges des Blancs, ainsi que l'Indigenous Peoples Reference Group [Groupe de référence sur les peuples autochtones] et le Racialized Peoples Reference Group [Groupe de référence sur les personnes racialisées].</p> <p>Plus tard dans l'année, le Forum des Églises canadiennes devient le Forum pour le leadership et l'apprentissage interculturels, et l'Église Unie jouera en tant que membre un rôle actif dans la poursuite de cette initiative œcuménique de lutte contre le racisme et de mobilisation interculturelle.</p> <p>Lors de la 36^e séance du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'Église Unie, en réponse à la visite du groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine au Canada, présente un plaidoyer comprenant notamment des idées pour renforcer le rapport et des suggestions de recommandations supplémentaires.</p> <p>Intitulé <i>Calls to the Church</i> [Appels à l'Église], le rapport des intendants et des intendantes du Cercle autochtone est approuvé lors du Rassemblement spirituel autochtone national se tenant à Pinawa, au Manitoba.</p>

2018	<p>Une cinquantaine de membres de l'Église Unie participent au synode intitulé <i>White Privilege</i> [Privilèges des Blancs] qui se tient à Toronto. Les participants et les participantes s'engagent à assurer un suivi et à prendre des mesures pour lutter contre le racisme.</p> <p>Lors du 43^e Conseil général, dans les deux dernières heures de la séance d'après-midi, de nombreux participants et participantes noirs, autochtones et de couleur font la file devant le micro pour raconter leurs douloureuses histoires d'exclusion raciale au sein de l'Église.</p> <p>Le 43^e Conseil général reçoit les appels à l'Église lancés par les communautés autochtones de l'Église Unie et un processus de consultation communautaire auprès des communautés de foi autochtones est amorcé.</p> <p>L'Église Unie du Canada s'associe à la United Church of Christ aux États-Unis pour participer à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine des Nations Unies.</p> <p>Le Synode de la Colombie-Britannique et le Conseil général prennent des mesures de réparation à l'égard de la Vancouver Japanese United Church [Église Unie japonaise de Vancouver].</p>
2019	<p>L'exécutif du Conseil général prolonge le mandat du Groupe de travail sur les privilèges des Blancs.</p> <p>L'exécutif du Conseil général crée son propre groupe de travail contre le racisme.</p> <p>Le Bureau de la vocation rend un programme d'enseignement sur la justice raciale nouvellement mis à jour et élargi (sessions 1 et 2) obligatoire dans le cadre de la formation à partir de mai 2019.</p> <p>Deux mémoires sur l'antiracisme et les crimes haineux en ligne sont présentés au Parlement canadien et au rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance.</p> <p>Les leaders de l'Église Unie participent, en tant que représentants et représentantes de l'Église Unie du Canada, au Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.</p> <p>Le document <i>L'inconduite sexuelle : la prévenir, y répondre – Politique et procédures</i> est traduit en coréen.</p> <p>La nouvelle constituante autochtone de l'Église investie d'un droit à l'autodétermination au sein de l'Église Unie du Canada est lancée lors du Rassemblement spirituel autochtone national se tenant à Rama, en Ontario.</p>

	<p>Cette démarche d'autodétermination comprend la création d'un Conseil national autochtone et d'un Conseil national des aînés et des aînées autochtones.</p>
2020	<p>L'Église Unie du Canada s'engage conjointement avec l'Église anglicane du Canada (EAC) et l'Église évangélique luthérienne du Canada (EELC) à adhérer à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine des Nations Unies.</p> <p>L'Église Unie s'engage conjointement avec l'EAC et l'EELC à lutter contre le racisme envers les Noirs.</p> <p>L'exécutif du Conseil général publie une déclaration de l'Église Unie affirmant que les vies noires comptent.</p> <p>Un programme d'enseignement sur la justice raciale nouvellement mis à jour et élargi (sessions 3 et 4) est approuvé par le Bureau de la vocation et est offert dans le cadre de la formation à partir d'octobre 2020.</p>